



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

J. de Gaulle

N° 271 Novembre 2011

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

CONCLUSION DE LA TABLE RONDE SUR LES VALEURS

Université d'été UMP de Marseille – 2/9/2011

Allocution d'Henri GUAINO, Conseiller spécial du Président de la République

Chers amis,

Merci de votre présence, merci de votre enthousiasme.

Je me souviens des universités d'été de 2006 ici à Marseille par lesquelles commença la longue marche des présidentielles. J'y retrouve la même foi, la même ardeur même si les circonstances sont tout autres.

Je veux aussi remercier les organisateurs de cette Université d'été et tout particulièrement notre Secrétaire général Jean-François Copé de m'avoir proposé de conclure cette table ronde et les féliciter d'avoir pris le risque d'ouvrir la discussion sur nos valeurs. Je dis bien le risque car pour essentiel qu'il soit ce sujet qui conduit fatalement à ce que chacun se livre à un examen de conscience, aussi paradoxal qu'il puisse paraître, est le sujet le plus délicat au fond dont une famille politique puisse débattre. Essayez donc au PS ou chez les Verts !

Oui, nous sommes une famille et non un parti où chacun serait sommé de penser la même chose. Et dans une famille chacun a sa sensibilité, sa personnalité. Dans une famille, on se respecte, on se comprend, on est solidaire les uns des autres. On est différent, parfois on se dispute, mais ce qui unit est plus fort que ce qui sépare.

Je ne vais donc pas vous dire la ligne mais vous parler avec ma sensibilité, avec mon cœur, avec mes convictions, celles d'un gaulliste. Je vais vous parler en toute sincérité car comment espérer convaincre en politique si l'on n'est pas d'abord sincère, c'est-à-dire honnête avec soi-même ?

Je ne vais pas énoncer des slogans parce que rien n'est pire en politique que les slogans. Je ne vais pas réciter devant vous le petit livre rouge ou vert de nos valeurs, encore moins réciter un catéchisme car la politique n'est pas une religion.

A ceux qui voulaient écrire une doctrine du gaullisme, le Général de Gaulle répondait toujours qu'il n'en voulait pas parce qu'elle aurait la rigidité d'une religion, mais il rajoutait toujours que ce n'était pas pour autant qu'il marchait au hasard sans savoir où il allait. Le Général de Gaulle voulait avoir les mains

libres, ce n'était pas pour autant qu'il n'avait pas de principes.

Mais il savait que pour s'affronter au tragique de l'histoire, la liberté de l'esprit était essentielle. Une doctrine, un catéchisme, c'est rigide, c'est simplificateur, c'est manichéen. La politique c'est tout le contraire. La politique se meut dans la zone grise qui sépare le bien du mal, le vrai du faux. La politique c'est l'expression de la nécessité de trancher des questions, des contradictions, dont la solution ne figure dans aucune doctrine et dans aucun catéchisme.

On avait fini par oublier que la politique avait affaire avec la complexité du monde, l'enchevêtrement des sentiments et des passions humaines. On avait fini par croire que l'histoire n'était plus tragique et même qu'elle était finie. Et voilà que le tragique de l'histoire nous ressaute à la figure et que la politique retrouve sa profondeur et sa gravité.

L'évidence s'impose de nouveau à nous : la politique ne se réduit pas à la gestion, et elle nous impose une éthique de la responsabilité, plus encore qu'une éthique de la conviction. Je veux dire par là que lorsque les crises et les bouleversements sans précédents auxquels nous sommes confrontés font ressurgir du fond de la conscience humaine le sens du tragique, nous devons comprendre une fois pour toutes que la morale de la politique n'est pas dans la bonne conscience qu'exprime à tout bout de champ une certaine gauche soi-disant morale et à laquelle nous avons parfois dans le passé, trop souvent peut être, cédé nous aussi, mais que la responsabilité de la politique est dans le cas de conscience.

Lorsqu'il faut délivrer les otages, intervenir en Lybie ou de sauver les banques alors que s'enclenche la tourmente financière, nul ne sait à coup sûr s'il a raison. Il faut quand même décider.

Je me souviens d'un débat avec Mme Duflot disant : si vous n'aviez pas tenté de libérer les otages ils seraient encore vivants... Mais pauvre imbécile, qu'en savez-vous ?

Nous devons comprendre une fois pour toutes que la morale de la politique n'est pas une morale des intentions mais une morale

des conséquences et que nous ne savons pas par avance ce que seront à coup sûr les conséquences de ce que nous décidons de faire au moment où nous sommes absolument obligés par les circonstances de le décider.

C'est dire à quel point dans ce risque moral qui pèse sur la politique, dans ce doute qui à chaque instant étire l'homme d'État, il n'y a pas de place pour la réponse toute faite ni pour le slogan.

Interrogez-vous sur ce que devient une certaine idée non seulement de la politique, mais aussi une certaine idée de l'homme, de sa dignité, lorsque l'on n'a rien d'autre qu'un slogan à opposer au malheur humain.

Je me souviens avoir demandé un jour à un jeune militant pourquoi il se battait. Il m'a répondu après avoir réfléchi : «pour la liberté et la responsabilité». Cela m'a rappelé les slogans de ma jeunesse. «Libre et responsable» : c'était le titre d'un programme du RPR des années 80.

Que croyez-vous que pense l'ouvrier de 50 ans qui a encore 3 enfants à charge et une épouse au chômage et qui vient de perdre son emploi parce que son usine vient d'être délocalisée en Chine, que pensez-vous que cet ouvrier ressent, que pensez-vous qu'il éprouve si vous n'avez rien d'autre à lui dire que : «libre et responsable» ?

Alors que voulons-nous ? Pourquoi sommes-nous ensemble ?

Nous sommes ensemble, osons un bien grand mot, bien que celui-ci soit si souvent galvaudé : nous sommes ensemble à la recherche d'un «nouvel humanisme». La formule est de Georges Pompidou. En 1968, il avait dit : «le monde a besoin d'un nouvel humanisme».

C'est bien au fond ce qui rassemble toutes les sensibilités politiques qui font la richesse de notre famille et qui nous a si longtemps opposés à tous les partis qui récusaient l'humanisme parce qu'ils ne croyaient pas en l'homme.

Mais qu'est-ce que l'humanisme sans le souci de l'humain, sans l'attention à l'être humain, à la personne humaine, à ses difficultés, à ses souffrances, à ses angoisses, à ses peurs ?

Vous connaissez l'expression : «pour faire de la politique, il faut aimer les gens ?». Non que l'on ne doit parfois leur demander des efforts, des sacrifices. Mais cela ne doit jamais aller de soi. Voilà par quoi commence le véritable humanisme.

Faire souffrir ne doit jamais être une évidence et la morale de la politique, la dignité de la politique, la dignité de l'homme d'État, c'est que cette souffrance, pour celui qui décide, soit un déchirement, c'est que cette souffrance il la partage, c'est que le sacrifice imposé aux autres n'aille jamais au-delà de celui qu'il est prêt à s'imposer à lui-même.

Essayez de comprendre, de se mettre à la place de celui qui peine, de celui qui souffre, de celui qui se sacrifie, plutôt que de le juger, plutôt que de lui faire la leçon.

Par là commence le véritable humanisme. Par là s'exprime l'idée que nous nous faisons, que nous devrions nous faire me semble-t-il, de la politique.

Vous vous souvenez du cri de Saint Just : «le bonheur est une idée neuve en Europe» ? En réalité, il n'y eut jamais dans l'histoire de politique digne de ce nom et digne de respect qui ne soit au service du bonheur humain, qui n'ait pour finalité le bonheur, le bien-être de ceux auxquels elle s'adressait.

Dans l'histoire de France, disait Michelet qui le connaissait si bien, «les ignorances sans remèdes furent celles du cœur».

Être accusé de manquer de courage parce que l'on hésite à faire souffrir ceux qui souffrent déjà trop, parce que l'on est réticent à faire faire des sacrifices à ceux qui en font déjà trop, être accusé de manquer de courage parce que l'on recule devant une révolte du désespoir, devant une violence désespérée, parce que l'on préfère parfois céder que prendre le risque de compromettre la paix civile, que prendre le risque de sacrifier une vie n'est pas une infamie, c'est un honneur, c'est l'honneur de la politique.

Je me souviens de la violence désespérée des pêcheurs à Rennes en 1994... Qu'y avait-il donc de plus honorable à faire pour le gouvernement que de négocier ?

Le courage n'est pas d'affamer celui qui a faim, ce n'est pas de faire la guerre à la misère, ce n'est pas d'être sourd au désespoir, ce n'est pas d'opposer la force à la détresse. L'ordre social ne peut pas seulement reposer sur la police même si elle y a une part décisive. Il lui faut aussi la justice et pas seulement celle des juges mais aussi la justice sociale.

Nous avons mis dans la devise de notre République la fraternité.

Dans le discours de la Nouvelle Société, Jacques Chaban-Delmas disait : «la fraternité c'est-à-dire le respect, la compréhension et la solidarité». Tout était dit.

Ce devrait être notre honneur que nous y efforcions toujours.

Oserais-je y rajouter l'amour de la patrie, le sentiment national, le sens de l'État, l'attachement indéfectible à un modèle républicain qui représente la plus belle synthèse de

notre histoire nationale ?

Aimer les gens, aimer les Français, aimer la France, aimer la République qui n'est pas le contraire de la monarchie mais une certaine idée de la France, de sa civilisation, de son identité.

Voilà ce que devrait être notre règle de conduite, simplement du mérite qui permet à celui qui n'est rien, qui n'a rien, de devenir quelqu'un par son talent, par son courage. Celle d'un Camus, d'un Séguin, oserais-je dire la mienne ? La République qui offre la même protection sociale, la même école au riche et au pauvre, au plus humble et au plus puissant.

Banalité me direz-vous ! Oh que non !

Regardez l'histoire politique depuis 30 ans. Qu'avons-nous fait collectivement de l'État, de la Nation et de la République ? Souvenez-vous en 2006, ici même à Marseille, Nicolas Sarkozy lisait l'émouvante lettre de Guy Môquet et s'engageait à la faire lire tous les ans aux écoliers français. Souvenez-vous de la réponse que lui firent certains enseignants : «Nous ne sommes pas là pour parler de la Nation» !

Banalité, le sens de l'État, l'amour de la Nation et de la République ? Oh que non ! Plutôt une immense exigence, après 30 ans où ces mots ont cessé de paraître de plus en plus en porte-à-faux avec l'évolution du monde et des idées politiques.

Immense exigence qui nous oblige à dépasser l'esprit partisan, l'esprit de division qui nous oblige à sortir des camps, des clans et des factions.

J'appartiens à une sensibilité politique qui a toujours refusé d'être sommée de choisir entre la droite et la gauche. Bien évidemment je ne parle pas des partis, - j'ai choisi, depuis longtemps - mais des idéaux.

Vous vous souvenez du Général de Gaulle, «la France ce n'est pas la gauche, la France ce n'est pas la droite, la France c'est tous les Français», ou de Charles Pasqua : «si la justice sociale c'est de gauche, alors je suis de gauche, si l'ordre et l'autorité c'est de droite alors je suis de droite». Je pense aussi à Philippe Séguin auquel je veux rendre hommage une fois encore pour ce qu'il a incarné d'idéal et de valeurs dans notre vie politique. Il disait : «depuis que la gauche a refusé de rejoindre le Général de Gaulle, le principal problème du gaullisme a toujours été d'éviter sa droitisation». Ne nous trompons pas sur le sens des mots. Il ne disait pas ça parce qu'il ne savait pas où il était mais parce qu'au contraire il le savait si bien qu'il n'avait pas besoin qu'on lui dise ce qu'il devait penser. Il ne disait pas cela parce qu'il voulait faire des concessions à ceux qui ont toujours été des adversaires acharnés du gaullisme mais parce qu'il ne voulait pas laisser tout l'héritage des luttes sociales, toute l'exigence du progrès social au parti socialiste, au parti communiste et à l'extrême gauche. Il ne disait pas cela parce qu'il envisageait les combinaisons d'appareils à venir mais parce qu'il refusait le sectarisme des idées et qu'il voulait n'avoir pour seul critère de jugement que l'intérêt national, l'intérêt général, l'intérêt

de tous les Français.

Je me souviens d'Alain Griotteray, homme politique très à droite, ancien résistant. En 92 au moment du référendum sur Maastricht, un journaliste lui avait dit «ça ne vous gêne pas d'être sur la même position que le parti communiste ?» et il avait répondu avec sa grande liberté d'esprit : «vous savez, dans le maquis, quand les FTP sont venus, nous étions bien contents de les voir arriver».

On ne se renie jamais quand on s'ouvre aux autres au nom de l'intérêt supérieur de la Nation ou au nom des valeurs que l'on place au-dessus de tout. Nous n'avons, dans ce qui nous caractérise et qui devrait toujours nous caractériser, de pires adversaires que ceux qui sont incapables de s'ouvrir aux autres parce qu'ils font passer leur camp avant tout le reste.

Peu d'hommes de gauche à l'exception peut-être d'un Jean-Pierre Chevènement, auraient pu répondre comme Griotteray au journaliste, peu d'hommes de gauche auraient pu dire ce qu'ont dit le Général de Gaulle, Charles Pasqua, Philippe Séguin.

Le propre d'une certaine gauche est de rester enfermée dans la gauche. Notre vocation à nous, c'est de récuser ce terrible enfermement idéologique au nom d'une conception élevée de l'État, de la Nation et de la République.

Nous avons contre nous, ceux qui croient toujours avoir le monopole de la justice et du cœur, et qui ont montré qu'ils n'avaient ni l'un ni l'autre, ceux qui rêveraient d'être un jour Jaurès ou Léon Blum et qui n'ont jamais rien fait pour le progrès social, ceux qui se proclament réformistes et qui sont incapables d'approuver le discours de Toulon parce qu'il a été prononcé par un Président de la République qui n'appartient pas à leur camp.

Je me souviens d'un Premier Ministre socialiste, candidat à la Présidence de la République, qui confiait dans un entretien que la restructuration de la sidérurgie, dont on sait ce qu'elle provoqua de peines et de souffrances, avait été nécessaire non pas pour assurer la survie de notre industrie, non pas pour l'intérêt national mais pour la crédibilité de la gauche... Sans commentaire...

Moi je prends tout ce qui reflète le génie de la France, ce qui exprime l'idée que je me fais de sa vocation dans le monde. Moi je prends tout ce qui a été fait de bien, de grand et de beau pour mon pays d'où que cela vienne. Je prends Valmy, l'école de la République, le Front populaire et les congés payés, le programme du Conseil National de la Résistance, le Service Public, la Sécurité Sociale, l'État gaullien et même s'il le faut jacobin.

Mais je choisis la V^{ème} République contre la IV^{ème}, l'État contre les féodalités, l'exception culturelle française contre l'aplatissement du monde.

Dans mon code moral, il y a la Nation une et indivisible, le mérite et l'indépendance nationale, je veux dire le droit de choisir son pacte social et civique.

Dans mon code moral, il y a l'impérieux

devoir de défendre, dans le monde tel qu'il est la langue française, la culture française, une idée française de la citoyenneté que nous ne voulons pas imposer au monde mais que nous voulons pour nous-mêmes et que nous voulons donner en exemple au monde. Ce monde qui change, qui redécouvre la nécessité de l'État et de la Nation qui redécouvre le modèle républicain. Allez donc voir ce que les Allemands et les Anglais pensent du multiculturalisme.

Et je vous le dis, dans cette période exceptionnelle où se jouent tant de choses es-

sentielles, lorsque nous défendons la moralisation du capitalisme, la loi sur la Burqa, l'exception culturelle, le Français comme langue de la République, lorsque nous nous battons pour sauver l'agriculture et l'industrie, lorsque nous proclamons que l'École doit permettre à des enfants de devenir des adultes, et non de grands enfants.

Nous ne nous battons pas pour les valeurs de la droite ou celles de la gauche mais pour des valeurs de civilisation.

Et nous en sommes fiers, fiers de la France, fiers de ce que nous faisons, fiers de

ce que le Président de la République a accompli.

Et regardez la France sur la scène du monde. Au G20, dans la crise grecque, en Côte d'Ivoire, en Lybie... Là voilà, fidèle à sa vocation, fidèle à ses valeurs.

Notre cause est celle de la France.

C'est une grande cause, C'est une belle cause, La plus belle qui soit pour une jeunesse comme la vôtre.

TRIOMPHE ET TOMBEAU DE FRANÇOIS HOLLANDE

par Jean D'ORMESSON

L'écrivain dresse dans le Figaro du 12 et du 13 novembre 2011 un portrait sans concession du candidat socialiste. Son dernier ouvrage paru est : «La Conversation», Editions Héloïse d'Ormesson (2011))

Il n'est pas sûr, il est peut-être même improbable, au vu des sondages d'aujourd'hui, que Nicolas Sarkozy soit réélu dans six mois pour un second et dernier mandat. Les mesures de rigueur annoncées par François Fillon ne sont pas accueillies – c'est le moins que l'on puisse dire – par un enthousiasme excessif. Mme Le Pen à l'extrême droite, M. Bayrou au Centre, Mme Aubry à gauche, M. Mélenchon à la gauche de la gauche se déchainent contre elles. Les syndicats les condamnent. Une bonne partie de la droite modérée elle-même ne peut pas se résoudre à se prononcer en faveur d'un président qui, à ses yeux, a avili et compromis ses fonctions par son comportement. La victoire de François Hollande est à peu près acquise, et elle risque d'être éclatante. Le moment est idéal pour se déclarer sarkozyste.

La question n'est pas de savoir qui l'emportera en mai 2012. On a longtemps été convaincu dur comme fer que ce serait M. Strauss-Kahn. On a pu croire que ce serait Mme Aubry. On a même pu imaginer que, par un coup du sort, ce serait Mme Le Pen. Il n'est pas tout à fait exclu que M. Bayrou, M. Mélenchon, M. Montebourg se soient montés le bourrichou jusqu'à se persuader de leur chance de l'emporter. Tout sauf Sarkozy. N'importe qui sauf Sarkozy. Ce sera M. Hollande.

François Hollande est un parfait honnête homme. Il est intelligent, charmant, cultivé, et même spirituel. Il y a chez cet homme-là un mélange de doux rêveur et de professeur Nimbus égaré dans la politique qui le rend sympathique. Il est mondialement connu en Corrèze. Ce n'est pas lui qui irait courir les établissements de luxe sur les Champs-Élysées, ni les suites des grands hôtels à New-York ou à Lille, ni les yachts des milliardaires. Il ferait, je le dis sans affectation et sans crainte, un excellent président de la IVe République. Ou plutôt de la

IIIe. Par temps calme et sans nuages. Il n'est jamais trop bas. Mais pas non plus trop haut. C'est une espèce d'entre-deux : un pis-aller historique. Ce n'est pas Mitterrand : ce serait plutôt un Guy Mollet. Ce n'est pas Jaurès ni Léon Blum : c'est Albert Lebrun. Ce n'est pas Clemenceau : c'est Deschanel. Il parle un joli français. Et sa syntaxe est impeccable. On pourrait peut-être l'élire à l'Académie française. Ce serait très bien. Mais en aucun cas à la tête de la Ve République, par gros temps et avis de tempête. C'est vrai : Sarkozy en a trop fait. Hollande, c'est l'inverse. Car n'avoir rien fait est un immense avantage, mais il ne faut pas en abuser.

Il n'est pas exclu, il est même possible ou plus que possible, que M. Hollande soit élu en mai prochain président de la République. C'est qu'à eux deux, M. Hollande et le PS, qui sont assez loin d'être d'accord entre eux – je ne parle même pas de M. Mélenchon ni de Mme Joly dont ils ont absolument besoin pour gagner et dont les idées sont radicalement opposées à celles de M. Hollande -, ont des arguments de poids : la retraite à 60 ans (quand la durée de vie ne cesse de s'allonger), 60.000 nouveaux fonctionnaires (quand il s'agit surtout de réduire les dépenses publiques), 30 % de baisse sur les traitements du président et des ministres (même M. Jean-Marie Le Pen, de glorieuse mémoire, n'a jamais osé aller aussi loin dans le populisme et la démagogie). Avec des atouts comme ceux-là, on a de bonnes chances de gagner.

Aussi n'est-ce pas dans la perspective de l'élection de 2012 que je me situe. C'est avec le souci du jugement de l'histoire. M. Sarkozy, autant le reconnaître, a fait pas mal d'erreurs. A voir comment se présente la campagne d'un Parti socialiste qui semble n'avoir pas appris grand-chose des leçons de son

temps, ce sera bien pire avec lui qu'avec M. Sarkozy.

Les déclarations d'intention ne valent rien. Il faut des exemples vivants. M. Zapatero, en Espagne, est un homme plus qu'estimable. Il est socialiste. Le chômage en Espagne est plus du double du nôtre. M. Papandréou en Grèce est socialiste. Est-ce le sort de la Grèce que nous souhaitons en France ? M. Sarkozy a été plus attaqué, plus vilipendé, plus traîné dans la boue qu'aucun dirigeant depuis de longues années. Il a pourtant maintenu le pays hors de l'eau au cours des pires crises que nous avons jamais connues. Il n'est même pas impossible que Mme Merkel et lui aient sauvé l'Europe et l'euro.

Pour affronter le jugement de l'histoire, je choisis le camp, à peu près cohérent, Sarkozy-Fillon-Juppé contre le camp, incohérent jusqu'à l'absurde, Hollande (Hollande président ? On croit rêver, disait Fabius) -Aubry -Joly-Mélenchon.

Bonaparte Premier consul prétendait que le seul crime en politique consistait à avoir des ambitions plus hautes que ses capacités, je suis sûr que François Hollande lui-même a des cauchemars la nuit à l'idée d'être appelé demain à diriger le pays avec le concours des amis de toutes sortes et étrangement bariolés que lui a réservés le destin.

Je veux bien croire – je n'en suis pas si sûr – que pour 2012 les dés sont déjà jetés, que les handicaps du président sortant sont bien lourds pour être surmontés, que le retard est trop rude pour être rattrapé. J'imagine très bien l'explosion d'enthousiasme sur la place de la Bastille ce soir de mai 2012 où l'élection de M. François Hollande à la magistrature suprême sera enfin annoncée. Je me demande seulement dans quel état sera la France en 2014 ou en 2015.

LA LIBERTÉ, LA CHARIA, LA FEMME

par François TERRÉ de l'Institut

Il fallait s'y attendre. Sitôt les armes tuées et détruit le kadhafisme, le vice-président du Conseil national transitoire Abdel Hafiz Ghoga l'a dit haut et fort : la charia, c'est-à-dire la loi islamique, sera la principale source de la future Constitution libyenne.

La charia consiste en un modèle juridique absolu. Ses règles émanent de Dieu et excluent donc toute règle de conduite extra-religieuse. Tel est le fondement juridique infaillible de la communauté des croyants. Le plus souvent, une Constitution se borne à préciser et compléter sa place centrale dans l'organisation centrale. Elle est reconnue par un cinquième de la population mondiale de confession musulmane. Exclusive en Arabie saoudite et dans le sultanat d'Oman, elle a, au XXe siècle, reculé dans certaines régions : Turquie, Tunisie, républiques ex-soviétiques. Mais elle redevient conquérante depuis une dizaine d'années en Iran, en Mauritanie, au Pakistan. Les poussées de l'islamisme actuellement observées s'inscrivent dans cette évolution.

Toutes ces femmes, souvent voilées, que l'on voit figurer dans les foules en liesse, attendent-elles avec impatience le retour de la

charia ? Quel sort leur réserve pareil avenir ? Ceci : l'inégalité fondamentale de l'homme et de la femme entraînant un besoin de protection à l'intention de celle-ci. Mais qui dit alors protection dit subordination.

Cet état l'accompagne sa vie entière, par rapport à son père, à son mari, à son frère. Point d'âge minimal au mariage, souvent décidé sans son accord. A quoi s'ajoute, si l'on peut dire, une protection étendue à d'autres femmes expliquant la polygamie. Ensuite, lapidation de la femme adultère, répudiation par le seul mari. Une infériorité qui existe en bien d'autres domaines : en matière successorale, sa part héréditaire est réduite de moitié ; en justice, son témoignage vaut la moitié de celui de l'homme. Elle ne peut d'ailleurs être investie de quelque pouvoir d'ordre religieux ou politique.

Certes, pareille infériorité ne se retrouve pas pleinement dans tous les Etats où il est référé officiellement à la charia. L'exemple de l'Egypte est volontiers avancé en ce sens. Il n'en est pas moins évident que l'invocation de la charia n'est pas sans incidence sur l'importance grandissante des forces islamistes

de par le monde, tout particulièrement en Europe.

Le livre impressionnant de Christopher Caldwell – Une révolution sous nos yeux. Comment l'islam va transformer la France et l'Europe (2009) – a révélé une réalité alarmante. Citons : « Il existe des boucheries halal dans tout le continent. Il existe des fonds boursiers conformes à la charia (comme ceux que propose la Deutsche Bank), réservés aux musulmans qui ne veulent pas investir dans l'alcool, le tabac, le porc ou les jeux de hasard » (p.300). Autre exemple : « En Grande-Bretagne, 37 % des musulmans, âgés de 16 à 24 ans, veulent l'introduction de la charia et 37 % sont favorables à l'exécution de ceux qui renoncent à l'islam » (p.302). Et, en France, la progression significative des mariages forcés, liés à l'attachement des musulmans à la charia, a suscité, en 2006 puis en 2010, des réformes du droit français dont l'efficacité reste à démontrer.

Est-ce donc cela le progrès annoncé de la liberté ? On observe ici un curieux silence en attendant des discours électoraux sur un sujet, pour l'instant, tabou.

Repris du Figaro du 28/10/2011

LES DERNIERES CAMPAGNES MILITANTES DU MIL

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance régulièrement des campagnes militantes. Si vous êtes adhérent du MIL et si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles. Vous devez nous indiquer les thèmes, les quantités et l'adresse de livraison (par multiples de 5 affiches). Participation aux frais d'édition et d'expédition (facultative mais vivement souhaitée) : minimum 15 euros

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable T élécopie
 Courriel@..... Date et lieu de naissance

- Profession
- Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 € 20 €
- Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :
- Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €
 Cotisation couple : 50 € Cotisation simple (sans journal) : 30 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
- Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 60 €
 Date Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex – Site Internet <http://www.l'emil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.



VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L.

Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale – Dépôt légal à parution)

MIL : La droite civique, gaulliste et patriote